**Compréhension écrite. Niveau C1.**

**Elections en Catalogne : les socialistes en tête, les indépendantistes et Puigdemont perdent leur pari**

Le candidat du PS, Salvador Illa, est sorti largement en tête du scrutin régional dimanche 12 mai. Mais pour reprendre la région aux indépendantistes, en baisse, il devra trouver des appuis chez ces mêmes séparatistes.

par [François-Xavier Gomez](https://www.liberation.fr/auteur/francois-xavier-gomez/)

Libération. Publié le 12 mai 2024 à 22h23 <https://www.liberation.fr/international/europe/resultats-en-catalogne-avantage-aux-socialistes-dans-une-election-serree-puigdemont-perdrait-son-pari-20240512_V2VWPCMJ5VDYPE2QK3N35V7VSM/>

A l’occasion des [élections au Parlement régional de Catalogne ce dimanche 12 mai](https://www.liberation.fr/international/europe/en-catalogne-carles-puigdemont-attend-sa-revanche-20240512_Y3BZJJNFAZBGNEYWSHXRNIH2XA/), deux logiques s’affrontaient : celle du Parti socialiste emmené par l’ancien ministre de la Santé, Salvador Illa, qui espérait par sa victoire montrer que la région avait tourné le dos à ses velléités séparatistes. Et celle de Carles Puigdemont, ancien président partisan de l’indépendance et artisan de la tentative de sécession avortée de 2017, qui souhaitait créer les conditions de son retour en Espagne, après six ans et demi passés à l’étranger pour échapper aux poursuites judiciaires. Selon les résultats publiés dimanche à 23 heures et portant sur 99% des bulletins, Puigdemont semblait en passe de perdre son pari, mais Illa n’était pas certain de devenir le nouveau président régional.

Comme prévu, le PSC, déclinaison catalane du PSOE au pouvoir à Madrid, arrive en tête avec 42 sièges sur 135. Junts, le parti de centre droit de Puigdemont, obtient 35 élus, largement devant les indépendantistes de la Gauche républicaine (ERC), avec 20. Cette dernière formation, qui gouverne actuellement avec le président Pere Aragonès, peut soit s’allier avec les socialistes, qui lui sont idéologiquement proches, mais pour qui l’indépendance reste un tabou ; soit reconduire un front indépendantiste comme celui qui avait porté le référendum du 1er octobre 2017 et la proclamation d’une indépendance virtuelle trois jours plus tard.

A ce camp s’uniraient les 4 sièges de la CUP, un parti séparatiste anticapitaliste, mais, les partenaires l’ont juré, pas [les séparatistes xénophobes d’Alliance catalane](https://www.liberation.fr/international/europe/silvia-orriols-lindependantiste-xenophobe-qui-veut-sauver-la-catalogne-20240511_6K3PANQTHZF2FCENQBCMRRZFMY/), qui font leur entrée au parlement de Barcelone avec 2 députés. Ce pacte indépendantiste ne réunit cependant que 59 élus, loin de la majorité, fixée à 68.

## **Carles Puigdemont accuse les amis de Pere Aragonès de trahir la cause catalane**

La coalition PSC-ERC atteindrait tout juste ce seuil avec l’apport des 6 sièges des Comunes, la gauche radicale. Au sein des républicains d’ERC, le rapprochement avec les socialistes ne va pas de soi, le parti s’estimant mal payé des efforts consentis pour conserver une voie de dialogue avec le pouvoir à Madrid. C’est cette attitude conciliante avec Pedro Sanchez qui a amené Junts à rompre avec ses anciens partenaires. Même si, par pragmatisme, et pour éviter un blocage qui entraînerait de nouvelles élections, ERC acceptait de former un gouvernement avec le PSC, celui-ci serait dirigé par Salvador Illa, arrivé largement en tête ce dimanche. De quoi alimenter les reproches habituels de Carles Puigdemont, qui accuse les amis de Pere Aragonès de trahir la cause catalane.

La droite conservatrice du PP effacerait, avec 15 élus, la débâcle de 2021, où elle n’en avait obtenu que 3. Et aurait un poids supérieur à celui de Vox, la force d’extrême droite obtenant 11 députés, le même nombre qu’en 2021.

Si Carles Puigdemont n’est pas en mesure de retrouver le fauteuil de président régional qui était le sien en 2016 et 2017, il a affirmé qu’il abandonnerait la politique, puisqu’il n’est pas candidat à être réélu au Parlement européen, le 9 juin. Il affirme cependant qu’il rentrera en Espagne, [où il reste recherché par la justice](https://www.liberation.fr/international/europe/en-espagne-lindependantiste-catalan-carles-puigdemont-vise-par-une-enquete-pour-terrorisme-20240229_4SV67LFRUZENFDSYRPIJ4VCK7E/). La [loi d’amnistie que les députés de Madrid ont votée](https://www.liberation.fr/international/europe/en-espagne-une-loi-damnistie-et-le-retour-de-carles-puigdemont-20240125_LQZGYYREPNFYLIIMOMSNTCAB5Q/#:~:text=Catalogne-,En%20Espagne%2C%20une%20loi%20d'amnistie%20et,le%20retour%20de%20Carles%20Puigdemont%20%3F&text=Le%20gouvernement%20vient%20d'introduire,prot%C3%A9gerait%20le%20leader%20s%C3%A9paratiste%20catalan.), et qui devrait entrer en vigueur dans les prochaines semaines, devrait lui éviter d’être arrêté, même si un doute plane sur l’interprétation que feront les juges, qui peuvent considérer que certains délits ne sont pas couverts par la loi.

Dans les prochains jours, les négociations vont décider de l’avenir de la riche Catalogne, un des moteurs économiques et industriels de l’Espagne, peuplée de 8 millions d’habitants. Une des exigences que pourraient exiger ERC pour se rallier au PSC pourrait être le transfert à la région de la gestion des trains de banlieue de Barcelone, gérés par la compagnie de chemins de fer nationale Renfe. Cette ancienne revendication, qui s’appuie sur le mauvais fonctionnement du réseau, dû selon les indépendantistes au manque d’entretien et au sous-investissement, s’est invitée dans le débat. Ce dimanche, quasiment tous les trains qui relient la capitale régionale à sa périphérie étaient à l’arrêt : un vol de câbles de cuivre serait à l’origine de cette mégapanne.

**Mentions légales** : La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de nonrestitution de documents.